Chiffres trompeurs

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1187

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1009615

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

SUISSE-EUROPE

La modestie est de mise

(*jd*) Que retenir du récent voyage de Ruth Dreifuss à Bruxelles? Tout d'abord, qu'il était temps qu'un membre de l'exécutif helvétique reprenne contact avec les autorités européennes pour marquer notre intérêt à l'ouverture rapide de négociations: l'incessant défilé des émissaires des pays de l'est européen pourrait faire oublier la présence de la Suisse au cœur du continent. Ensuite, qu'il venait à propos de manifester d'autres préoccupations que celle des transports, un dossier certes important, mais brandi avec une telle insistance par la Suisse qu'il en vient à relativiser tous les autres.

L'Union européenne semble prête à entamer les négociations sur cinq dossiers: la libre circulation des personnes et les produits agricoles, où elle est demandeuse; les marchés publics, les obstacles techniques au commerce et la recherche, qui intéressent prioritairement la Suisse.

La présidence allemande, bien disposée à notre égard, insistera pour qu'une décision positive tombe lors de la prochaine réunion du Conseil des ministres du 31 octobre. C'est une chance à saisir pour mettre enfin le pied dans ce bilatéralisme auquel nous sommes provisoirement condamnés. Une chance qu'il ne faut à aucun prix galvauder en chargeant le bateau. Par exemple en regrettant bruyamment que le dossier des transports ne soit pas joint à cette première négociation. Inutile qu'Adolf Ogi monte une nouvelle fois sur ses grands chevaux pour dénoncer ce retard. En mai dernier, le Conseil fédéral était tombé dans le panneau: dans son communiqué saluant la décision de principe du Conseil des ministres d'ouvrir les négociations avec la Suisse, il n'avait pu s'empêcher de tancer l'UE, peu pressée de s'engager dans le domaine des transports routier et aérien. Une réaction qui avait provoqué des hochements de tête agacés à Bruxelles. Avec ce genre d'attitude, le Conseil fédéral renforce l'image d'une Europe désireuse de faire plier la petite Helvétie et, plutôt que de préparer l'opinion au nécessaire rapprochement avec l'Europe, la confirme dans son hostilité.

Le Conseil fédéral ne semble pas avoir encore bien saisi la situation. Après le refus de l'Espace économique, la Suisse n'est plus en position d'exiger un calendrier et un ordre du jour à sa convenance. Pas plus qu'elle n'a le loisir de garder des atouts dans sa manche. Nous sommes demandeurs, c'est donc à nous de nous adapter à l'Europe, si possible dans les meilleures conditions et de préférence de manière autonome (DP n°1179: Prendre des risques unilatéraux). Mais où est donc le fameux pragmatisme helvétique? ■

Economiser

A l'heure où les autorités sont confrontées aux déficits budgétaires et cherchent à limiter les dépenses publiques, le plus souvent dans la précipitation et sans vision d'ensemble, il est intéressant de connaître l'avis de la population, tel qu'il ressort d'une récente enquête UNIVOX. Les personnes interrogées devaient décider de la répartition des ressources budgétaires entre les différents secteurs d'activité de l'Etat, en choisissant où dépenser plus, la même chose ou moins qu'actuellement. Sans commentaire. ■

Postes budgétaires	plus	la même chose	moins
Logement social	60	34	7
Troisième âge	51	47	2
Environnement	51	45	4
Education	42	54	4
Aide aux chômeurs	35	52	13
Santé	33	57	10
Science et recherche	32	55	13
Transports publics	32	52	16
Culture	27	60	13
Sécurité, armée, police	13	53	34
Routes et parkings	5	32	63

(Chiffres en %)

Chiffres trompeurs

La statistique du chômage est trompeuse; elle ne traduit de loin pas la situation sur le marché du travail. L'Institut de recherche conjoncturelle de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (KOF) prévoit un taux de chômage de 4,2% pour 1995 et de 3,6% pour 1996. Mais ce recul est dû pour l'essentiel à la disparition de la statistique des chômeuses et chômeurs de longue durée ayant épuisé leur droit aux indemnités, à celles et à ceux qui renoncent à une activité professionnelle et aux mises à la retraite anticipée.

Le KOF estime à 300 000 le nombre des personnes désirant actuellement trouver un emploi, soit près de deux fois l'effectif des chômeurs officiels. C'est dire que la reprise annoncée de la croissance économique – +2,5% l'an prochain et +2,7% en 1996 – ne pourra guère atténuer ce grave déséquilibre entre l'offre et la demande de travail.

Parallèlement, les offres d'emploi augmentent dans la presse. Le supplément qui leur est consacré dans le *Tages Anzeiger* avait 52 pages le jeudi 13 octobre.

On oublie vite les minces cahiers d'il y a quelques mois. Un paradoxe qui n'est qu'apparent. ■